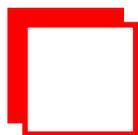


A CONTRE COURANT

SYNDICAL ET POLITIQUE

ISSN 0997 6922

N° 184 - 1,50 € - Mai 2007



Pour l'Emancipation Sociale!

Reconstruire



Sarkozy a donc remporté la victoire électorale que tout le monde ou presque prédisait et qui était en effet prévisible. Nous avons déjà analysé dans ces colonnes les raisons du succès d'une formule politique qui conjugue néolibéralisme, (in)sécuritarisme et identitarisme chrétien-nationaliste, le tout enrobé dans le style propre à la démagogie populiste. Avec lui, nous savons à quoi nous en tenir. Plus que jamais le Medef va être en mesure d'obtenir du gouvernement ce qu'il désire en matière de démantèlement du droit du travail, de baisse du coût du travail, d'allègement de la fiscalité sur le capital et les hauts revenus, de coupes claires dans les budgets publics, avec les conséquences prévisibles en termes de dégradation des conditions d'existence de la grande masse des salariés. Plus que jamais le gros bâton de l'Etat policier va remplacer la maigre carotte de l'Etat social. Et la chasse aux immigrés en situation irrégulière va être érigée en sport national.

Ce n'est certes pas du côté du PS qu'il faudra chercher un secours. L'échec de Ségolène Royal va relancer la guerre des chefs à sa tête. Surtout, à peine la défaite consommée, des voix se font déjà entendre pour expliquer que ce nouvel échec serait dû au fait que le PS n'aurait pas su parachever son aggiornamento néolibéral, qu'il lui faudrait accentuer sa dérive à droite... jusqu'à se trouver en mesure de passer alliance avec le centre droit de Bayrou. Le spectre de la « troisième voie » chère à Guy Mollet et à Gaston Defferre hante actuellement le siège de la rue Solferino.

Quant à « la gauche de la gauche », de ce qui reste du PC aux différentes formations d'extrême gauche en passant par les Verts, elle est réduite à l'état de décombe. Partie en campagne en ordre dispersé, elle n'y aura ramassé que des gamelles. Sont ici en cause tant les concurrences de micro appareils que les ambiguïtés de fond sur leurs programmes respectifs, tiraillés entre un néolibéralisme social qui n'ose pas s'afficher en tant que tel, un antilibéralisme qui craint d'être trop audacieux et un anticapitalisme qui peine à prendre forme. C'est pourtant en milieu de ces décombres qu'il va nous falloir reconstruire une force capable de constituer non seulement un pôle de résistance à la déferlante néolibérale mais aussi un lieu d'élaboration d'un nouveau projet d'émancipation crédible aux yeux du plus grand nombre possible de salariés, de précaires et de chômeurs.



La novlangue du néolibéralisme (10)

Sous la rubrique «La novlangue du néolibéralisme», ACC se propose de passer régulièrement au filtre de la critique les mots clefs de cette langue qui enseigne la soumission volontaire au monde actuel, en le faisant passer pour le meilleur des mondes ou, du moins, le seul monde possible. En espérant ainsi permettre à tous ceux qui subissent ce monde de se (ré)approprier un langage adéquat à leurs propres intérêts et facilitant les combats émancipateurs.

Etat

Un mal nécessaire

Bête noire des néo-libéraux, l'Etat est aussi leur cassette ! Tous l'accablent des pires mots en lui reprochant d'être le principal responsable des principaux maux dont souffre le monde contemporain. Tous rêvent par conséquent de s'en débarrasser ou, du moins, de le réduire à la portion congrue. Et tous finissent cependant par concéder, quelquefois du bout des lèvres, qu'on ne peut s'en passer. En somme, c'est un mal nécessaire !

Ce paradoxe s'explique par la contradiction dans laquelle s'enferme la pensée (néo)libérale : elle pose des prémisses (les rapports capitalistes de production) et voudraient ne pas avoir à en assumer les conclusions (l'Etat comme appareil central de reproduction de ces rapports). C'est dire combien elle ne comprend ni ce qui en est des unes, ni ce qui en est des autres, en encore moins les rapports qui les lient.

Au fond de la pensée (néo)libérale gît une intuition proprement révolutionnaire, qu'elle ne parvient d'ailleurs pas à assumer véritablement. La société serait une réalité auto(re)productrice, qui n'aurait pas besoin d'une instance supérieure et extérieure à elle (en l'occurrence l'Etat) pour se diriger, s'organiser (se réglementer, se réguler) et se contrôler. Au contraire, outre qu'elle ne peut qu'être despotique (ne remplissant aucune fonction nécessaire, elle ne peut procéder que de la volonté de puissance maligne de ses dirigeants), une telle instance ne peut que brider la capacité auto(re)productrice de la société et créer par conséquent toute une série de dysfonctionnements.

Cette capacité d'auto(re)production, les (néo)libéraux la voit se réaliser sous une double forme. D'une part, sous celle du marché. En effet, comme j'ai déjà eu l'occasion de l'exposer dans le feuilleton de cette rubrique consacré au marché, non seulement ce dernier disposerait selon eux d'une vertu d'autorégulation qui en assurerait en permanence l'équilibre ; mais encore cet équilibre serait optimal, en ce sens qu'il assurerait la conjonction des intérêts particuliers et de l'intérêt général. A condition précisément que rien ni personne (à commencer par l'Etat) ne vienne perturber le fonctionnement supposé rationnel du marché : à condition pour rien ni personne ne vienne entraver la liberté des individus d'entrer dans des rapports d'échanges marchands, pour y poursuivre leurs seuls intérêts personnels, ni ne vienne fausser le jeu de la concurrence entre les échangistes. « *La concurrence libre et non faussée* », dont parlait l'article 4 de la première partie de feu le projet de traité constitutionnel européen, est précisément ce qui est censé garantir l'efficacité et la rationalité du marché, partant la capacité de la société à s'auto(re)produire.

Aux yeux des (néo)libéraux, cette dernière se réalise, d'autre part, sous la forme de la société civile, c'est-à-dire de la contractualisation généralisée des rapports sociaux. Dans le feuilleton de cette rubrique que j'ai consacré à la société civile, j'ai montré en effet pourquoi et comment, au sein d'une société dominée par le marché, tous les rapports sociaux, à commencer par les rapports marchands, tendent à prendre la forme de rapports contractuels, impliquant que les individus eux-mêmes prennent la forme de sujets de droit : d'individus porteurs de préten-

tions qu'il peuvent légitimement faire valoir face à autrui, sur la triple base de la pleine possession et de leur personne et de leurs biens, de la pleine autonomie de leur volonté et de la parfaite égalité (réciprocité) de prétentions et d'obligations entre les contractants. Et nous avons vu que cette subjectivité juridique tend alors à se fétichiser sous la forme d'une qualité ou propriété que tout individu semble posséder de par sa nature même d'être humain, indépendamment des rapports sociaux dans lesquelles il est pris.

Marché et société civile, développement des échanges marchands et contractualisation généralisée des rapports sociaux sont donc les deux formes sous lesquelles les (néo)libéraux reconnaissent la capacité d'auto(re)production de la société et desquelles ils attendent la réalisation de cette dernière. Ce sont donc aussi elles qui sont censées nous libérer de l'Etat selon eux.

Pour leur malheur, cependant, ils doivent rapidement reconnaître que ni l'une ni l'autre de ces deux formes ne sont pleinement et parfaitement autonomes : que l'une et l'autre doivent faire appel, sous la forme de l'Etat, à une instance transcendante qui seule peut en garantir l'autonomie, en même temps qu'elle la limite. Chassé par la porte d'apparat du marché et de la société civile, l'Etat revient par l'entrée de service... des 'instruments' indispensables au bon fonctionnement de l'un et de l'autre !

En effet, dès lors qu'ils se développent en dépassant le stade du simple troc, les rapports marchands font appel à la médiation monétaire. Et, quelle que soit sa forme (métallique, fiduciaire, scripturale), la monnaie, devenue le pivot de la circulation des marchandises, doit être garantie dans sa validité sociale pour pouvoir remplir ses différentes fonctions (étalon des prix, moyen de circulation, moyen de réserve) : il faut qu'elle ne puisse pas être récusée par quelque échangiste que ce soit. Cela implique notamment qu'elle échappe à la mainmise de chacun des échangistes en particulier qui en font usage, pour être contrôlée par une instance impersonnelle, placée en dehors des rapports immédiats entre les échangistes privés, qu'elle soit par conséquent garanti par un pouvoir public uniquement préoccupé de bon fonctionnement du marché par la caution qu'il apporte à sa validité. Et cette instance publique impersonnelle, c'est l'Etat ! Bref, là où il y a de la monnaie, l'Etat est nécessaire pour la garantir. Première (in)conséquence obligeant le (néo)libéralisme à en rabattre dans ses prétentions anti-étatiques.

Mais un raisonnement analogue peut et doit aussi se mener à propos de la médiation contractuelle. Qu'un tel pouvoir soit également néces-

saire à l'ordre civil, c'est l'évidence même. C'est qu'un tel ordre est fondamentalement fragile au sens propre : il risque de se rompre à tout moment. Car il ne repose que sur la bonne volonté des contractants, leurs engagements réciproques, dans des conditions de séparation et d'oppositions de leurs intérêts singuliers qui ne peuvent que les inciter à ne pas respecter leurs engagements. Et en cas de litige entre deux sujets de droits, dès lors que ceux-ci ne peuvent pas tomber d'accord pour régler le dit litige à l'amiable (entre eux), la nécessité se fait nécessairement sentir d'un tiers pour trancher le litige et dire le droit. Ainsi le pouvoir politique est-il le tiers inclus indispensable de et dans l'ordre civil ; ou, en d'autres termes, il est la condition nécessaire de l'ordre civil, le garant de la paix civile sans lequel la continuité des rapports contractuels serait sans cesse remise en cause sans jamais parvenir à se rétablir. Bref, là où il y a du contrat et du droit, l'Etat n'est pas moins nécessaire pour les garantir. Deuxième inconséquence.

De cette double inconséquence résulte la position habituelle des (néo)libéraux à l'égard de l'Etat. Forcés qu'ils sont de reconnaître la nécessité de l'existence de l'Etat sur la base de leur propre prémisses, au moins s'efforcent-ils d'en réduire autant que possible le champ d'intervention, de le limiter à ses seules fonctions dites régaliennes : battre la monnaie (garantir la validité sociale de la monnaie) ; dire le droit (rendre justice) ; exercer le monopole de la violence légitime, à l'intérieur (assurer la police) comme à l'extérieur (par la diplomatie et la force armée). Faute de pouvoir disparaître, du moins l'Etat doit se limiter à n'être que le garant (monétaire, juridique et répressif) du bon fonctionnement des marchés et de la société civile¹.

L'Etat comme appareil central de la reproduction du capital

Si l'immense majorité des (néo)libéraux sont finalement bien forcés de reconnaître qu'il ne peut y avoir de capitalisme sans Etat, ils ne comprennent pas pour autant les rapports qui lient les deux. Ou plutôt, prisonniers qu'ils sont des formes fétichistes du marché et de la société civile, ils ne sont capables d'en saisir au mieux que quelques uns des aspects précédents.

Pour comprendre de manière plus ample et plus profonde les rapports entre capitalisme et Etat, il faut commencer par aborder le premier terme de ces rapports à partir d'autres concepts que ceux de marché et de société civile. En l'occurrence par celui de rapports capi-

talistes de production. Il apparaît alors que l'Etat constitue l'appareil central de reproduction de ces rapports et que, à ce titre, loin de constituer une instance accessoire dont on pourrait vouloir et espérer pouvoir se débarrasser pour mieux faire 'fonctionner' le marché et la société civile, il est précisément ce qui permet au capitalisme de 'fonctionner' : aux rapports capitalistes de production de se reproduire. En ce sens, loin d'être un mal nécessaire, il est au contraire un bien indispensable au regard de la marche de ses rapports.

Je ne peux me proposer de développer pleinement cette thèse dans le cadre de cet article. Je me contenterai d'en indiquer quelques grandes lignes².

En premier lieu, l'Etat remplit des fonctions indispensables au niveau du procès immédiat de reproduction : du procès de production et du procès de circulation du capital, fonctions qu'il est le seul à pouvoir remplir. Et pas seulement dans les limites et sous la forme de la gestion de ces deux méditations essentielles de ce procès que sont la monnaie et le droit (droit commercial, droit financier, droit du travail, etc.), comme nous l'avons déjà vu. C'est ainsi par exemple, et pour en rester à ce qui est relativement connu, que la régulation de ce procès, bien loin de pouvoir compter sur les seules autorégulations marchandes (la concurrence), est aussi et surtout l'œuvre de l'Etat : c'est notamment grâce à lui (par l'intermédiaire de sa politique salariale, de sa politique monétaire, de sa politique budgétaire, etc.) que sont constamment corrigées les non moins constants déséquilibres qui naissent dans la répartition du capital social entre les différentes branches de production, déséquilibres générateurs des crises sectorielles et conjoncturelles ; tout comme l'Etat prend une part décisive dans l'activation de la lutte contre la baisse tendancielle du taux moyen de profit, génératrice des crises structurelles de l'accumulation.

En second lieu, l'Etat est le maître d'œuvre de la production des conditions sociales générales des procès de production et de circulation du capital. Non pas qu'il génère l'ensemble de ces conditions à lui seul ; mais c'est lui qui organise leur mise en cohérence et en synergie. C'est le cas, par exemple, pour la reproduction de la force sociale de travail, que la seule circulation marchande de cette force (la circulation de cette force comme marchandise : son échange contre le salaire direct et l'achat de moyens de consommation grâce à ce dernier) ne suffit pas à assurer : l'Etat y prend une part considérable, que ce soit par le biais des politiques sociales ou par celui du système d'enseignement, pour en rester à ce qu'il y a de plus évident. De même seul

l'Etat (au sens large, impliquant à ce titre ce qu'on nomme habituellement les pouvoirs publics locaux) est-il en mesure par sa réglementation de l'urbanisme tout comme par ses politiques de planification spatiale (d'aménagement du territoire) d'assurer une relative cohérence dans le maillage de l'espace social par les équipements collectifs et les services publics, qui sont autant de conditions indispensables à la valorisation des capitaux singuliers.

En troisième lieu, enfin, l'Etat joue un rôle non moins central dans le procès de reproduction des rapports de classes, donc dans la reproduction de la domination de la classe capitaliste dans et par les luttes de classes – ce qu'ignore complètement une pensée (néo)libérale profondément individualiste et qui, à ce titre, est profondément étrangère à la réalité des rapports de classes et notamment des luttes de classes. Ce rôle est d'ailleurs éminemment complexe, puisque l'Etat est le champ, le moyen et l'enjeu à la fois de l'unification de la classe dominante (l'Etat est le seul vrai parti de la bourgeoisie), de la constitution de son hégémonie (c'est dans et par lui que se réalise autour de la classe dominante un bloc social assurant son hégémonie), enfin de la neutralisation (dosant intégration et répression) de la lutte des classes dominées, au premier rang desquelles le prolétariat évidemment.

En dépit de leur concision, les quelques lignes qui précèdent suggèrent l'ampleur de la méconnaissance par la pensée (néo)libérale de la réalité de l'Etat, en définitive sa superficialité et sa naïveté sur le sujet. Pas étonnant dans ces conditions qu'elle se laisse aussi grossièrement piéger sur ce terrain. J'aurai en effet l'occasion de montrer dans de prochains feuillets de cette rubrique que cela n'a pas été sans lui valoir quelques déboires au cours de son histoire. Déboires qui risquent bien de se répéter à l'avenir.

Alain Bihr

¹ Il faut signaler l'existence, au sein de la mouvance néolibérale, d'un courant marginal, se dénommant selon le cas libertarien, libéral-libertaire ou anarcho-capitaliste qui maintient envers et contre tout l'idée que le capitalisme (réduit à la combinaison marchés = société civile) peut se passer de l'Etat. Ses représentants les plus connus sont David Nolan aux USA et Henri Lepage en France.

² Pour un développement plus conséquent de cette thèse, je renvoie à *La reproduction du capital*, Lausanne, Page deux, 2001, passim. .

Nous publions ci-dessous (p. 4 à 8) de larges extraits d'un article de François Chesnais dont vous pourrez lire l'intégralité sur le site de la revue "Carré Rouge" (www.carre-rouge.org). Ce texte a été rédigé début avril, avant le 1^{er} tour de l'élection présidentielle, donc; et il est probable que s'il avait été rédigé après le 1^{er} tour, qui a vu une participation record, l'hypothèse de l'auteur sur "le rejet profond des institutions" aurait certainement été précisée et libellée différemment.

Dans un deuxième texte, écrit après le 1^{er} tour (p. 9 et 10), "Quelques voies pour la reconstruction politique", Gérard Deneux, répond à François Chesnais et fait des propositions. Les désaccords qui vous apparaîtront à la lecture de ces deux analyses n'évoquent qu'une partie des sujets qui font débat au sein de l'équipe de votre revue préférée !... Ceux qui, à ACC, estiment que "le piège à cons" a rarement fonctionné avec autant d'efficacité dans l'histoire qu'à l'occasion des présidentielles de 2007 se retrouvent davantage (et encore...) dans l'analyse qu'*Alternative Libertaire* publie dans son numéro de mai et dont nous reprenons quelques extraits dans un troisième texte (p. 10 à 13). Enfin, page 13, nous publions un texte d'O. Grandmaison, écrit au lendemain du 2^{ème} tour.

La plupart de nos lecteurs savent qu'ils n'ont pas entre les mains une revue fabriquée par une équipe idéologiquement homogène... Mais n'est-ce pas un avantage plutôt qu'un inconvénient ?! Au delà du débat sur les présidentielles et la situation politique actuelle nous vous (nous) offrons aussi l'occasion, par la publication de ces textes, de préparer la rencontre qui va se dérouler en Alsace, le week-end des 23 et 24 juin prochains, avec des militants de plusieurs pays (ACC, AES, A L'encontre, Carré Rouge, seront bien sûr représentés) sur le thème de *l'auto-organisation et de l'émancipation des travailleurs*. On verra en effet que ce thème est fortement présent dans les pages qui suivent.

Signalons enfin à ceux qui nous lisent et nous connaissent depuis longtemps que nous n'organiserons pas notre traditionnel week-end de début juillet à Thann. D'une part parce que celui des 23 et 24 juin suffit à nous occuper. Et aussi parce que, l'an dernier, le week-end de Thann a fait un bide : nous avons dû l'annuler faute d'un nombre suffisant d'inscrits.

L'année du "degré zéro de la politique" pourrait-elle être "l'an un" d'une reconstruction politique ?

Par François Chesnais

Chez des centaines de militants et de militantes de l'extrême gauche et de la gauche anti-capitaliste, « encartés » ou non, le sentiment qui domine en France en ce mois de mars 2007 est que le degré zéro de la politique a été atteint. Ce sentiment est fait d'un ensemble de constats :

- Constat qu'à l'occasion des élections présidentielles les salarié(e)s et les couches les plus politisées de la jeunesse ne pourront choisir qu'entre les deux termes d'une alternative : utiliser leur bulletin de vote pour barrer la route à des hommes de droite et interdire en particulier au plus dangereux d'entre eux d'accéder à la totalité des leviers du pouvoir d'État, ou alors s'abstenir.

- Constat de l'éclatement de l'unité des organisations membres et des porte-parole de la gauche du non », notamment celle regroupée dans les comités unitaires, et prise de conscience du degré auquel cette unité était factice au niveau des « États-majors ».

- Constat ensuite, plus grave encore pour beaucoup de militants et de salariés, que la confiance, certainement entachée de nombreux points d'interrogation, mais quand même bien réelle, qu'un très grand nombre d'entre eux a accordée aux organisations d'extrême gauche lors du vote de 2002, a été déçue, de sorte que, pour beaucoup de militants et de salariés, il est devenu très difficile de répéter ce vote.

- A ces deux derniers constats est venu s'ajouter, jour après jour, un étonnement gêné face au degré auquel les candidats qui prétendent parler au nom des salariés et de secteurs de la jeunesse et, au-delà de ceux-ci, à tous les dominés et les laissés-pour-compte, se sont coulés dans le moule des institutions de la Ve République. Ils ont accepté les conditions, les normes établies par les médias relatives à la « participation au débat politique » et se sont pliés à la rhétorique politique du « discours crédible ».

- Constat enfin du degré auquel leurs discours, à peine infléchis par quelques paragraphes dans leurs « propositions », sont « franco-français », enfermés dans des débats purement internes, dans une vision étroitement « nationale ».

Le sentiment d'avoir ainsi atteint en 2007 le degré zéro de la politique peut-il ouvrir la voie à la formulation par un regroupement initial de militants et de militantes qui se fixeraient cette tâche commune, de l'exigence que les bases d'un processus de reconstruction politique soient jetées ? L'année 2007 peut-elle être un point de départ dans cette voie, ou s'avèrera-t-elle n'avoir été qu'une simple étape dans une plongée encore plus profonde vers le bas ? C'est dans l'espoir (espoir très, très mesuré au regard de l'expérience) que la première hypothèse l'emporte que cet article est écrit.

Se réappropriier «les fondamentaux» de l'engagement politique révolutionnaire

Bien que l'expression «les fondamentaux» fasse très «mode», je l'emploierai quand même pour désigner quelques grands blocs d'idées qui pourraient être réappropriés et reformulés par tous ceux qui voudraient continuer à utiliser, sans le galvauder, le mot «révolutionnaire» dans un sigle ou dans un programme. D'autres que moi auront une liste différente, ou ne s'exprimeront pas de la même façon sur les éléments que j'énumère, mais c'est précisément de cela qu'il s'agirait de commencer à parler ensemble. Les «fondamentaux» que je vois sont les suivants.

- L'horizon décisif de l'engagement politique,

celui qui vient ensuite éclairer l'activité militante sous toutes ses facettes, mais qui est le seul qui mérite l'appellation «révolutionnaire», est celui de l'**émancipation sociale**, synonyme d'émancipation humaine, dans le travail, mais aussi dans l'ensemble des sphères de la vie sociale. C'est cet objectif que les révolutionnaires du 19e et du début du 20e siècle assignaient au socialisme ou au communisme.

• Cette émancipation sociale **ne peut être que «l'œuvre des travailleurs eux-mêmes»**. Il s'agit d'un combat qui engage les salariés, les exploités et les dominés en tant qu'êtres sociaux, mais aussi dans leur individualité. Si l'émancipation sociale ne peut être que «l'œuvre des travailleurs eux-mêmes», l'action militante a pour fonction essentielle de renforcer par tous les moyens les processus par lesquels les salariés, les exploités et les dominés prennent en charge leur destin, s'approprient leurs combats. L'action militante ne consiste pas à «parler au nom des salariés et des exploités» et de les *représenter* dans le champ politique, fût-ce avec les meilleures intentions du monde et «mieux» que les autres formations.

• **La politique n'est pas réductible au mouvement social.** Elle a un champ propre, celui où il faut dégager 1/ les conditions politiques institutionnelles «étatiques» pour l'élaboration et la mise en œuvre par «les travailleurs eux-mêmes», des mesures qui donneraient chair au mouvement de la «révolution permanente» menant vers l'émancipation humaine⁽¹⁾, et 2/ le processus politique et le type d'action susceptibles de préparer ces conditions.

• En ce qui concerne ce second aspect, le premier pas de toute stratégie de lutte pour la constitution des moyens politiques «étatiques» de l'émancipation consiste à placer, moyennant un travail approprié, **un type déterminé de question** au cœur de la réflexion et du débat politique des salariés : «*Qui peut le mieux gouverner la société dans l'intérêt du plus grand nombre et des plus vulnérables de ses membres : Des représentants de la bourgeoisie, ou un gouvernement formé par les salariés, les exploités et les dominés ? Comment ce pouvoir, ce gouvernement de la majorité peut-il être organisé ?*» Il se trouve que, dans le cas de la France, le moment atteint dans la crise de fonctionnement de la Ve République et le rejet profond de ses institutions qui se développe dans de larges couches de l'électorat créent la possibilité de poser ces questions sous la forme de questions immédiates auxquelles la solution devient urgente.

• Le combat pour l'émancipation humaine ne peut pas être fondé sur des analyses, des appréciations ni même des priorités quant aux questions à régler, qui resteraient enfermées dans un **cadre national**, pas plus qu'il ne peut être gagné en demeurant dans ce cadre. Il en a été ainsi dès le début du combat contre le capitalisme. La mondialisation du capital, la situation d'extrême urgence provoquée par le changement climatique et les autres dimensions de la crise environnementale multiforme, et les formes contemporaines de la guerre imposent une formulation des questions de caractère «programmatisque» dans laquelle «l'international» n'est pas un simple ajout, une pure fioriture. Lorsqu'on est en France, le chaînon fondamental de cette perspective a pour nom **les États-Unis socialistes et démocratiques d'Europe** ou autre formulation «populaire» de ce terme.

Reprenons ces points de façon un peu plus développée.



Redéfinir le contenu et l'horizon de l'émancipation sociale dans les conditions actuelles

En juin 2003, en plein combat des enseignants et des salariés de la Fonction publique contre la réforme Fillon-Raffarin des retraites, Michel Rocard a publié dans *Le Monde* un article où il expliquait qu'un gouvernement du Parti socialiste ferait peu ou prou la même

politique, non seulement pour les motifs économiques et démographiques avancés habituellement, mais parce que «*le capitalisme a gagné*».

Les candidats de la gauche «anti-libérale», mais aussi de l'extrême gauche, ne sont-ils pas eux aussi influencés par cette appréciation ? Ne la partagent-ils pas tous un peu, pour certains même beaucoup ? À la lecture du «programme anti-libéral» des comités du 29 mai, on a le sentiment que c'est sûrement le cas de ceux qui l'ont rédigé, même si le trait «*d'horizon indépassable du capitalisme*» a été accentué sous la pression du PCF. La même chose est vraie pour le Manifeste, un peu plus radical dans le ton, qu'Attac a préparé avec des difficultés accentuées par les contre-coups de la fraude électorale interne de juin 2006. Mais les trois organisations «d'extrême gauche» ne sont-elles pas également gagnées par le doute ? Les campagnes qu'elles mènent paraissent être marquées, chacune à sa manière, par un singulier manque de certitude sur la

question de savoir si le capitalisme a gagné ou non, si le mot «révolution» a pour leurs dirigeants un sens autre qu'une vague référence pour les situer «plus à gauche» que les autres formations. C'est ce manque de certitude qui les paralyse face à cette fameuse «opinion publique» construite par les grands groupes de médias. C'est lui qui les conduit à s'y adapter, à accepter l'idée qu'il faut tenir un «discours crédible», celui qui sera «à gauche» mais à l'intérieur d'un terrain soigneusement délimité par les forces économiques et sociales dominantes. Le manque de certitude quant à la possibilité de réaliser un socialisme vrai, le communisme, est inévitable. Nous le partageons aussi à *Carré Rouge*. Dans le *Manifeste du parti communiste* Marx et Engels ont placé la barre très haut. Il s'agissait pour eux de montrer que «*les propositions théoriques des communistes ne reposent nullement sur des idées, des principes inventés ou découverts par tel ou tel réformateur du monde*». Celles-ci doivent être «*l'expression globale des conditions réelles d'une lutte des classes existante, d'un mouvement historique évoluant lui-même sous nos yeux*»⁽²⁾. Il est évident que cette démonstration ne peut pas être considérée comme ayant été faite une fois pour toutes. Contrairement à ce que pensent encore la plupart des courants «d'avant-garde», tenants d'un marxisme desséché, stérile et sectaire, la démonstration doit constamment être refaite. Surtout lorsqu'on vit un moment

historique de changement radical de période du capitalisme comme des conditions de la lutte des classes.

Plutôt que de s'engager dans des formes de Bade Godesberg rampant, il faut travailler pour y voir plus clair. C'est pourquoi les militantes et les militants de quelques collectifs, dont *Carré Rouge*, ont décidé de mettre leurs capacités en commun pour mener un travail à caractère théorique et politique sous l'intitulé «*penser le communisme aujourd'hui*»⁽³⁾. Le document qui propose ce travail commun est sur notre site (carre-rouge.org). Chacun peut le télécharger et le lire, et il ne peut être question de le paraphraser ici. Je voudrais seulement citer deux paragraphes du début du document.

«[...] L'effort collectif pour (re) penser le communisme aujourd'hui et en montrer l'actualité et la nécessité [est un] objectif [qui] mérite que l'on mette entre parenthèses (ou que l'on accepte au moins de faire passer au second plan) les divergences qui peuvent exister entre celles et ceux qui veulent s'attacher à cette tâche, pour la mener sans prétention mais avec la conscience des nécessités de la situation.»

«L'activité militante quotidienne, concrète, que chacun développe ne peut qu'enrichir les débats, les échanges et les élaborations. Il est cependant devenu urgent de consacrer une partie de son temps et de son énergie à cette tâche politico-théorique, de façon à redonner à ceux et celles qui militent depuis des années la perspective indispensable du communisme, et surtout à pouvoir la transmettre aux nouvelles générations. Les luttes "quotidiennes", dès qu'elles sont un tant soit peu importantes (et elles tendent aujourd'hui à l'être toutes !) portent en elles une aspiration à une "autre société", à un "au-delà" du système capitaliste ; elles s'efforcent plus ou moins consciemment de "jeter un pont" vers cette autre société. C'est les amputer, et peut-être les désarmer, que de ne pas travailler à définir le point vers lequel doit être jeté ce "pont"».

Le Non au référendum et le CPE : l'actualité de l'émancipation comme «œuvre des travailleurs eux-mêmes»

La phrase «*l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes*» est l'une de celles qui n'ont été citées que pour être oubliées et souvent même bafouées de façon éhono-

rée. Ce qui a dominé constamment dans le mouvement ouvrier a été, et demeure, le «substitutisme», quand ce n'est, bien pire encore, la construction de positions de domination par rapport à ceux au nom desquels on prétend parler, et dont les premiers pas sont des formes de fonctionnement interne elles-mêmes marquées par ces traits. Les organisations révolutionnaires ont souvent reproduit le « substitutisme ». Dans le cas des organisations trotskistes, celui-ci a pris la forme de la théorisation de «l'avant-garde», qui a marqué certaines d'entre elles plus que d'autres, mais à laquelle aucune n'a échappé. Mais ce n'est pas seulement la théorie du parti «d'avant-garde» qui nourrit le substitutisme. Comme ce fut le cas précédemment pour les partis sociaux-démocrates ou socialistes, comme pour les partis communistes, l'insertion toujours plus profonde des organisations d'extrême gauche dans la société bourgeoise et ses institutions a influencé leur pratique et leur pensée. Cela n'a pas nécessairement été théorisé, mais s'est accompagné souvent d'une baisse de la formation politique des militants. En matière politique, la démocratie parlementaire postule la représentation des salariés, mais jamais leur intervention directe, **sauf sous la forme d'effractions** (la grève, la manifestation). Le recul de la formation des militants aidant, cette interprétation de la démocratie a été acceptée par les organisations d'extrême gauche. Elle a pris la forme d'une aspiration, certains diront d'une prétention, à «mieux représenter» les salariés et les dominés que les «partis ouvriers traditionnels», au risque d'être entraînés dans la même voie que ceux-ci.

Dans le cas de la France, le point d'aboutissement est la participation systématique aux élections présidentielles, dont le principe n'est plus mis en discussion dans les organisations, même si cela signifie prendre part «*au jeu de l'incarnation, de la personnalisation*». (...) Au cours des dernières décennies, de façon parallèle, le substitutisme a été puissamment renforcé par l'appartenance de militants influents de certaines organisations trotskistes à des appareils syndicaux (FO, SNES, FSU, une partie des syndicats Sud), convaincus, sinon imbus de la légitimité de leur droit à «représenter les salariés» et très hostiles à tout

«spontanéisme».

Se défaire du substitutisme n'est pas chose aisée. Cela fait des mois que nous en parlons d'une manière ou une autre dans les réunions de *Carré Rouge*. Le *Manifeste du Parti communiste* lui ouvre une porte lorsqu'au début du chapitre II, il attribue aux communistes des qualités particulières, celle d'être «*dans la pratique la fraction la plus résolue des partis ouvriers de tous les pays, la fraction qui stimule toutes les autres*», celle d'avoir «*théoriquement, [sur] le reste du prolétariat l'avantage d'une intelligence claire des conditions, de la marche et des fins générales du mouvement prolétarien*». La tradition trotskiste, dont de nombreux militants et militantes du collectif sont issus, a été marquée par une tension très forte, venant de Trotsky lui-même, entre la confiance mise dans le mouvement propre des travailleurs et le rôle prééminent de la «*direction révolutionnaire*».



Aujourd'hui, il faut la résoudre en faveur du premier terme. Cela ne signifie pas que les organisations politiques n'ont pas de rôle à jouer, mais il n'est pas celui de «direction révolutionnaire». Nous vivons un moment historique où il est devenu impossible de définir, comme le Programme de Transition l'a fait, la «*crise de l'humanité*» comme étant celle de «*la direction révolutionnaire du prolétariat*». Cette crise ne peut être résolue que par le prolétariat (les salariés, les exploités, les dominés) **comme un tout**. Ce sont ceux qui subissent les effets du capitalisme le plus fortement, et c'est aussi seulement

d'eux que peut venir la réponse, non en vertu de quelque trait messianique, mais parce qu'ils sont la majorité de la société, sans laquelle aucune transformation ne peut se faire. Les militants en sont une composante, en mesure d'accomplir le type de tâches esquissées plus loin, **mais rien de plus**. Nous sommes dans une conjoncture historique où rien ne peut plus se dégager de positif politiquement en deçà de l'ouverture d'un processus dans lequel, pour parler comme Trotsky, «*les masses brisent les palissades qui les séparent de l'arène politique, renversent leurs représentants traditionnels et, en intervenant ainsi, créent une position de départ pour un nouveau régime*»⁽⁴⁾. On peut préférer un autre terme à celui de «*nouveau régime*» utilisé par Trotsky, et parler comme Castoriadis «*de point de départ d'un processus "d'auto-institution" ou de "ré-institution" de la société*»⁽⁵⁾, d'un moment «*constituant*» au sens le plus fort du terme, qui se prolongerait au moyen de mécanismes politiques de débat continu et de contrôle de celles et de ceux auxquels des éléments de pouvoir seraient délégués. De même, dans une autre phrase du même texte, où Trotsky parle de «*l'irruption des masses dans le domaine où se règlent leurs propres destinées*», il faudrait ajouter, de façon à chasser le substitutisme, «*pour les régler elles-mêmes*». Ce sont des mots que ni la formation intellectuelle et politique de Trotsky, ni le moment où il a écrit *L'histoire de la révolution russe*, ne lui permettaient d'écrire, mais que l'expérience historique et la situation actuelle nous obligent, nous, d'ajouter⁽⁶⁾.

Revenons à la France de 2007. La position que je soumets à la discussion est que l'enjeu décisif de la lutte des classes réside dans la transformation d'expressions embryonnaires ou partielles d'auto-organisation, en une volonté centralisée de les porter au plan politique, de façon qu'elles puissent se muer en combat pour l'auto-émancipation. Dans cette perspective, l'action militante serait comprise comme ayant pour fonction non de parler «*au nom*» des salariés, des exploités et des dominés dans l'arène politique, fût-ce avec les meilleures intentions du monde, mais de s'adresser à eux pour leur dire «*telle ou telle mesure (par exemple le refus de continuer à supporter le poids de la dette, et donc la décision d'en proclamer le moratoire, ce qui vaut son abrogation, ou encore la réappropriation, dans l'intérêt de l'écrasante majorité des citoyens, des entreprises de Service public qui ont été privatisées) est à la fois nécessaire et légitime pour telles et telles raisons, mais il n'y a que vous*

qui puissiez l'imposer au moyen de votre propre intervention, une intervention directe».

La fécondité possible d'une telle approche me paraît avoir été déjà corroborée quelque peu par des combats récents. Si le Non l'a emporté dans la campagne du référendum contre le TCE, c'est bien parce qu'une partie des militants qui se sont jetés dans la campagne, et même que certains dirigeants ont prononcé des paroles qui appelaient les salariés et les jeunes les plus politisés à prendre en main eux-mêmes le combat contre la Constitution européenne, leur disant que la victoire du Non dépendait d'eux. Ensuite, il y a eu en 2006 inversion du processus, réaffirmation par les directions politiques de leurs «*privilèges*», mais également résistance de tous ceux parmi les militants qui ont compris l'importance de l'auto-organisation politique. D'autant plus que 2006 a vu une nouvelle «*expérience in vivo*». Car le fondement de la victoire des étudiants sur la question du CPE a bien été la prise de conscience de milliers d'entre eux que c'était d'eux, et de personne d'autre au départ, que l'abrogation de la loi Villepin dépendait. Dans les quelques sites de production (par exemple Nestlé à Marseille) où des annonces de fermeture ont été combattues et ont abouti, non pas à un «*meilleur plan social*» mais au maintien du site, la clef de la réussite a également été la prise en charge de la lutte par les travailleurs eux-mêmes.

On aura compris que je ne tiens pas un discours «*anti-orga*». Il y a plusieurs choses importantes qu'une organisation politique peut apporter aux travailleurs, justifiant ainsi son existence : préparer et diffuser sur telle ou telle question importante des argumentaires qui aident à fortifier la conviction des salariés et des exploités qu'il faut engager ou poursuivre le combat (hiérarchiser l'importance des questions devient dans cette approche une question «*stratégique*» majeure) ; populariser les revendications de secteurs déterminés des travailleurs et aider à leur diffusion et à leur généralisation; défendre des combats contre les attaques véhiculées par les médias dès que les choses se tendent ; et bien entendu former théoriquement ses propres militants, en sachant que cela les aidera à en former d'autres, et pas simplement pour les «*encarter*». Mais le plus important est de mener avec persévérance un travail consistant à appuyer tout ce qui peut fortifier chez les salariés et les exploités le mouvement vers leur propre intervention et la prise en main par eux-mêmes du contrôle des luttes qu'ils engagent.

Lors des grèves, c'est donc aider à la formation de comités de grève et à leur centralisation, et défendre les comités existants contre ceux qui voudraient les déposséder, sinon les dissoudre. Dans les moments qui précèdent l'action, c'est faire tout ce qui peut contribuer à achever de convaincre les travailleurs que beaucoup de choses, sinon tout, dépendent d'eux **et d'eux seuls**. Cela prend une importance particulière lorsque les travailleurs sont sonnés par l'annonce d'une décision de fermeture et marquent un temps d'hésitation. Aider les travailleurs aujourd'hui, c'est d'abord dire tout haut ce que beaucoup d'entre eux pensent, à savoir que la décision qui les frappe traduit l'irresponsabilité sociale et souvent même l'incompétence manifeste des dirigeants. Celles-ci sont particulièrement claires dans le cas des licenciements chez Airbus, de sorte que la question qui continue à se poser et qui peut toujours être énoncée est la suivante : «*l'entreprise Airbus ne doit-elle pas être gérée par les salariés, ingénieurs, techniciens, ouvriers qui connaissent les problèmes de première main, plutôt que par des dirigeants au service des actionnaires*». Aider les travailleurs, c'est leur dire ensuite que personne ne peut agir efficacement qu'eux-mêmes : «*Toutes sortes de solutions sont envisageables, mais seule votre intervention directe peut empêcher les licenciements ; d'autres salariés et des citoyens très nombreux pourront se joindre à vous, mais au départ tout repose sur vous*». On peut sûrement formuler cela bien mieux, mais c'est cela qu'il faut savoir exprimer.

Le moment de la Ve République permet de soulever la question du gouvernement

[François Chesnais consacre ensuite un chapitre à traiter la «*question du gouvernement*», du pouvoir. Pour que ce soit les travailleurs qui prennent les choses en main, François affirme que la question la plus importante de toutes à leur adresser est celle-ci : «*Vous êtes la majorité, vous subissez jour après jour les conséquences des politiques néfastes. Qui d'autre que vous peut agir pour que naissent des formes d'institutions où les décisions soient prises conformément aux intérêts de la majorité ?* »]
(...)

Un collectif tel que *Carré Rouge* a très, très peu d'antennes dans les quartiers et les banlieues qui lui permettent

d'apprécier de première main les courants d'opinion chez les salariés et les dominés. Nous dépendons des enquêtes de terrain des sociologues et des enquêtes d'opinion des instituts de sondage les plus sérieux dans leurs méthodes de travail. Nous n'avons pas honte de le reconnaître. Nous ne sommes pas les seuls. Même le journal *Les Echos*, qui pourrait demander au patronat de faire remonter des informations, se tourne vers les sociologues pour diagnostiquer un état d'esprit politique dans «les classes populaires» que le journal juge inquiétant⁽⁷⁾. À la lecture des enquêtes et des études, on ne peut qu'être frappé par la convergence croissante des expressions de rejet des institutions (ce que les salariés, les retraités, les dominés appellent «le système») qui en ressortent. (...) *Par système, il faut aussi entendre non seulement le système des pouvoirs mais aussi le système de pensée* »⁽⁸⁾. De son côté, l'enquête du Centre de la vie politique française (Cevipof) publiée le 14 mars décrit la campagne présidentielle comme marquée par «l'incertitude, la défiance et l'infidélité». (...) Les électeurs volatiles, prêts à changer de camp, seraient de plus en plus nombreux.

[François Chesnais détaille ensuite ce que sont à son avis les responsabilités particulières du PT, de LO et de la LCR dans ce qu'il appelle «le vide politique que ceux qui ont dans leurs cartons des plans pour une VIe République vont s'empresse de remplir»]

Hors d'une Europe des travailleurs, il n'y a pas d'avenir pour les salariés et la jeunesse

Carré Rouge s'est expliqué sur l'importance de cette question dans des articles comme dans le long document que nous avons préparé au moment de la campagne pour le Non. Cet article est déjà long. Je serai donc bref. La tradition des organisations trotskystes a été fortement internationaliste. On s'attendait donc à ce que, sur ce terrain, les organisations d'extrême gauche marquent leur différence de façon claire et nette avec toutes les autres formations, en rompant le cadre «franco-français» du débat politique et la vision étroitement «nationale» des problèmes. Le chaînon est «l'Europe des travailleurs», popularisation des États-Unis socialistes d'Europe dont Trotsky avait été le défenseur et même l'avocat inventif. Ici, les candidats de ces organisations pourraient jouer le rôle auquel elles prétendent. Ils pourraient se servir de leur

tribune pour dire aux salariés et aux secteurs les plus politisés de la jeunesse : «*Votre seul avenir se situe dans une Europe des travailleurs, il n'y a qu'une Alliance des salariés de quelques pays clefs, à commencer par l'Allemagne et la France, qui puisse vous permettre de modifier les rapports avec les bourgeoisies, reconstruire une position de force face au capital et aux gouvernements impérialistes, une position à partir de laquelle des relations nouvelles pourraient alors être construites avec le reste du monde, à commencer par les pays les plus pauvres, les plus écrasés*». Si les candidats des organisations d'extrême gauche faisaient de cette vision un élément fort de leur campagne, ils auraient alors la légitimité pour s'adresser aux travailleurs des autres pays européens et leur dire : «*Voici ce que nous défendons comme perspective dans les élections en France, ne pouvez-vous pas la défendre aussi chez vous ? Ne devons-nous pas concrétiser un projet précis pour une Europe des travailleurs ?*». La question n'est pas académique. D'une



part, on constate que les travailleurs subissent une pression grandissante pour les persuader que leur seul salut consiste à faire bloc avec leur bourgeoisie, leurs dirigeants d'entreprises et même une partie des actionnaires de celles-ci. Le cas d'Airbus, où ce discours a droit de cité, est une expression du poison nationaliste qui est véhiculé bien au-delà des formations d'extrême droite. D'autre part, qui peut sérieusement penser que «l'exception française» va durer de toute éternité ?

Si elle n'est pas transformée en point d'appui vers les travailleurs d'Europe, à commencer par ceux d'Allemagne, la situation sociale et politique propre à la France, dont l'une des composantes est la place des organisations d'extrême gauche (celle-ci est même «l'exception française» par excellence), aura vécu sans avoir produit quoi que ce soit de durable.

François Chesnais – 11 avril 2007

1- Voir Marx en 1843 dans *La Question Juive* « Dans les instants de particulière conscience de sa valeur, la vie politique cherche [...] à se constituer comme la vie générique de l'homme, véritable et non contradictoire. Elle ne le peut cependant que par opposition violente contre ses propres conditions d'existence, que si elle déclare la révolution comme permanente ». Aubier, Paris, p. 81, ainsi que le commentaire de Jacques Texier, *Révolution et démocratie chez Marx et Engels, Actuel Marx Confrontations*, PUF, 1998.

2- *Manifeste du Parti communiste*, chapitre II.

3- Ce sont les collectifs qui publient en France *A Contre-Courant*, *Carré Rouge* (www.carre-rouge.org) et *L'Émancipation sociale*, et en Suisse *La Brèche* et le site *À l'Encontre* (www.alencontre.org)

4- Trotsky, *Préface à l'Histoire de la révolution russe*.

5- Cornelius Castoriadis, *La montée de l'insignifiance*, Le Seuil, Paris, 1996.

6- Il est déjà formidable qu'écrivant d'où, et au moment où il écrivait, c'est-à-dire en exil, sous la pression des attaques stalinienne, Trotsky ait été capable de donner une définition si claire de la révolution : « Le trait le plus incontestable de la Révolution, est l'intervention directe des masses dans les événements historiques ». La relecture de ce très grand livre avec des yeux dessillés par rapport à la théorie du « parti » y montre constamment le rôle central joué par les masses. Cette lecture est

permise par Trotsky lui-même indépendamment de ce qu'il a pu écrire dans d'autres circonstances, car maintes et maintes fois il s'y écarte de l'orthodoxie pour souligner à quel point les masses ont été des protagonistes décisifs de la révolution, mettant ainsi à mal la théorie de « l'omniscience » de Lénine et du Parti bolchevique.

7- « Le vote amer des classes populaires », *Les Echos*, 8 mars 2007.

8- Interview au *Nouvel Observateur*, n° 2206, 15 février 2007.

Quelques voies pour la reconstruction politique

François Chesnais, dans l'article intitulé «*L'année du degré zéro de la politique*» fait un certain nombre de constats que l'on peut aisément partager sans pour autant poser, à mon sens, les jalons d'un itinéraire permettant la reconstruction politique à laquelle il aspire. Les résultats du 1^{er} tour de la présidentielle confortent l'idée que l'on ne peut s'en tenir à des incantations pour baliser le chemin de la construction d'un rapport favorable aux salariés et la fonction que nous devons y occuper.

Dépasser les constats, s'impliquer

Que l'on souligne «*l'éclatement des organisations et des porte parole de la Gauche du NON*» et «*l'unité fictive au niveau des états majors*» revient à indiquer que ces forces font surtout prévaloir l'intérêt de leurs chapelles respectives sur leur rassemblement qui, dans l'intérêt général des classes populaires, aurait pu avoir un impact dans la recomposition politique nécessaire. Car ce qui nous importe, c'est bien, quel que soit le degré de «pureté» révolutionnaire acquise, dans le moment présent, la constitution d'une force à Gauche s'opposant à l'hégémonie du PS. Avant ces élections, la seule question qui vaille était en effet celle-ci: était-on capable à Gauche de la Gauche de mener de manière unitaire une campagne politique sur un programme (les 125 propositions y compris celles dénonçant la 5^{ème} République) traduisant politiquement les aspirations sociales telles qu'elles semblaient s'être manifestées dans la dernière période. La réponse, à mon sens, ne peut être que positive à moins de se réduire à l'impuissance. Et ce ne sont pas les insuffisances réelles de ce mouvement hétérogène qui auraient dû nous décourager ou justifier un repli dans notre tour d'ivoire: certes on peut juger un peu vite et sans véritable démonstration que les organisations de l'Extrême Gauche «*se sont coulées dans le moule des institutions de la 5^{ème} République*», «*ont accepté les normes établies par les médias relatives au débat public*» et se sont «*pliées à la rhétorique politique du discours crédible*» et au «*jeu de l'incarnation et de la personnalisation*». Encore faut-il proposer une autre manière de faire. S'agit-il d'attendre «*une intervention directe sous forme d'effraction*» (grèves, manifestations) d'un mouvement spontané d'auto institution tout en rejetant un «*jeu politique plus ou moins pervers imposé par les classes dominantes*»? Si tel est le cas, nous serions très proches d'une position antiparlementariste dénoncée par Lénine dans «*Le gauchisme, maladie infantile du communisme*» qui se couperait avec une attente du grand soir nouvelle version. Et, dans ces conditions, la citation du Manifeste communiste de Karl Marx et Friedrich Engels tombe à plat car, à mon sens, elle dit exactement le con-

traire: «*les Communistes sont la fraction la plus résolue qui stimule toutes les autres*» qui «*a l'avantage d'une intelligence claire des conditions de la marche et des fins générales du mouvement prolétarien*».

Etre résolu, c'est précisément porter ce débat au sein des regroupements de la «Gauche de la Gauche», s'y intégrer pour le stimuler en possédant une intelligence claire des moyens de le faire avancer. Qui plus est, cette campagne présidentielle comportant bien des déconvenues, du moins mais pas seulement, pour ceux qui ont soutenu la candidature Bové, fut l'occasion de multiplier les contacts, de tisser des relations avec des comités et mouvements des quartiers populaires. Nous ne pouvons nous résoudre à dépendre des «*sociologues et des enquêtes d'opinion*» pour «*mesurer l'état d'esprit des classes populaires*». D'ailleurs, s'agit-il seulement de comprendre le monde ou de le comprendre en le transformant? Comme le dit Samuel Holder dans un article de la même revue, «*emprunter les chemins difficiles de l'émancipation ne peut se concevoir en extériorité avec les classes populaires*». Et, j'en atteste, la campagne présidentielle avec toutes les restrictions que l'on peut apporter à l'affirmation qui suit, fut un moment d'émergence de nouveaux salariés et citoyens se politisant et se confrontant avec d'autres gens du peuple, certes, dans des conditions extrêmement difficiles... Il n'y a pas d'autre voie, comme il le souligne, que celle de la constitution de «*collectifs efficaces en capacité d'accueillir des personnes différentes qui y trouvent un cadre où elles se révèlent*».

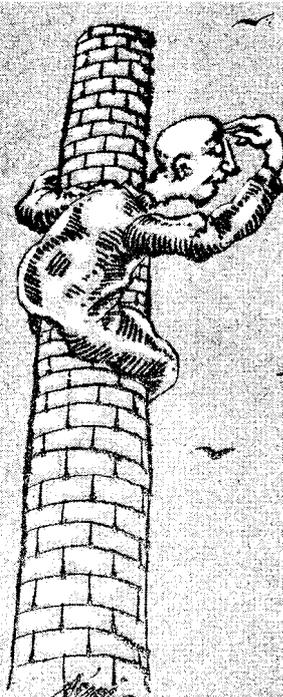
Toutefois, cette dimension n'est pas suffisante: face au neuf qui apparaît avec difficulté, engoncé qu'il est encore dans la gangue des jeux d'appareils

et de pouvoirs désuets, il est nécessaire de tout faire pour le faire éclore. L'auto-satisfaction intellectuelle consistant à mesurer l'épaisseur de la gangue, le poids de conceptions inadaptées à la période, conduit à l'impuissance politique à dix milles lieues de la citation du Manifeste qui induit une implication concrète des communistes car la lucidité révolutionnaire ne peut se développer qu'avec le mouvement historique réel. Et les résultats du 1^{er} tour des présidentielles donnent la mesure de l'écart entre le nécessaire mouvement d'émancipation auquel nous aspirons et le degré de prise de conscience de la grande majorité des «classes subalternes» pour parler comme Gramsci, auquel il faudrait revenir pour éviter les travers d'un retour à une forme de spontanéisme anarcho-sindicaliste.

Quelques éléments pour éviter l'impuissance politique

Rompre avec le substitutisme du parti d'avant-garde, fonder la transformation sociale sur la nécessaire auto organisation, auto émancipation des classes exploitées et opprimées, ne conduit ni à attendre que les luttes sociales prennent cette dimension, ni à centrer uniquement en extériorité, la campagne présidentielle sur la dénonciation de la 5^{ème} République et ce pour au moins les raisons suivantes.

Les luttes économiques défensives dans les entreprises lorsqu'elles ferment, suppriment des emplois, se délocalisent, les protestations d'ampleur de la défense des services publics, des retraites, voire même les manifestations contre le CPE, quoiqu'on ait pu dire ou écrire sur leur degré de combativité, expriment l'idéologie «*d'un groupe encore subalterne qui ne parvient pas à dépasser la phase economico-corporatiste pour s'élever à la phase d'hégémonie ethico-politique*»¹, à se dresser en faisant valoir ses aspirations comme classe en soi, porteur des intérêts de l'immense



majorité.

Et la démonstration a été faite le 22 avril: il n'y a pas de lien mécanique entre le mouvement social tant célébré par la minorité anticapitaliste, voire des antilibéraux, et sa traduction politique. La diffusion de la peur de la déchéance sociale, les affirmations les plus démagogiques sur la valeur travail, l'agitation de thèmes xénophobes et chauvins ont produit des effets importants dans la tête des ouvriers, des employés, des chômeurs. La France a viré à Droite, la «Gauche du PS» n'a cultivé que sa propre impuissance.

Pour l'heure, le mouvement historique réel, du moins dans les pays de l'Europe dits de l'Ouest, reste marqué par l'avancée, sans résistance et contre offensive majeure, du capitalisme libéralisé. Les présupposés de cette avancée sont même plus ou moins intégrés dans l'esprit de la grande majorité : accepter comme une fatalité la précarité, le chômage, l'extension de la durée du travail, les restrictions des protections sociales. Il y a donc lieu de favoriser avec la plus grande énergie, la réflexion, l'autoréflexion pour développer une confrontation critique avec les idées, les postures de l'adversaire et une vigilance vis-à-vis des «*idéologies que les classes subalternes sont portées à exprimer*». **Notre place est donc dans ces regroupements de militants**, là où ce débat doit être porté tout en le confrontant avec ce que pensent, et ce à chaque fois que l'occasion s'en présente, les couches populaires défavorisées. L'auto organisation, l'auto émancipation ne peuvent avoir d'autre signification que l'extension de la démocratie et du débat pour accroître le rapport de forces, en orientant, selon le moment, la protestation sociale et politique vers des cibles fondamentales : la classe dominante, son Etat, les raisons de ses politiques et de ses postures.

L'autre tâche à laquelle nous sommes confrontés et qui n'est pas le moindre des défis pour parvenir à avoir un impact susceptible de briser l'hégémonie des classes dominantes est **l'unité entre les intellectuels qui se rangent du côté des exploités et des militants** afin qu'ils soient animés d'une conscience commune de rejet du système. Et j'insiste, les lieux de débats, confrontations existent même s'ils ne sont pas à la hauteur des enjeux : ATTAC, les Collectifs unitaires antilibéraux, les organisations et mouvements issus des quartiers populaires (MIB, Divercité, MIR...), ceux qui préparent le Forum social des quartiers populaires qui se tiendra fin juin, pour n'en citer que quelques-uns.

Il faut résolument sortir du purisme révolutionnariste, rompre avec les formes d'incantation qui n'ont aucun impact sur la réalité, et **s'atteler à la transformer là où c'est possible**. Certes, dans les circonstances présentes, la tâche est difficile car nous n'en avons pas encore fini avec les querelles de chapelles et l'esprit de boutiques. Derrière ces appellations polémiques, il y a en fait un travail de réflexion, de production, de diffusion à faire sur notre héritage : la controverse sur le communisme et ses avatars.

Gérard Deneux

¹ Les citations qui suivent sont de Gramsci

Dans le cadre de nos échanges avec le mensuel **“Alternative Libértaire”**, nous publions une analyse rédigée au lendemain du premier tour et parue dans le numéro 162 (mai 2007) de cette revue (Abonnement pour 11 numéros : 25 euros. Chèque à l'ordre d'“Alternative libértaire” BP 295 75921 PARIS cedex 19; www.alternativelibertaire.org) **“Alternative Libértaire”** est disponible dans les maisons de la presse des villes grandes et moyennes, ainsi que dans les gares parisiennes.

Élection présidentielle : Les batailles de demain

Avec Royal ou Sarkozy au pouvoir, bien que dans des contextes différents, il faudra se battre demain pour défendre les intérêts des classes populaires contre la politique libérale du gouvernement.

Quelles sont les brèches ? Quels sont les points d'appui ?

À quoi peut-on s'attendre ? À quelles attaques seront soumises les classes populaires après le 6 mai ? À l'heure où nous écrivons ces lignes, le résultat du second tour de la présidentielle n'est pas encore connu. Mais déjà on connaît le programme des deux adversaires en lice pour l'Élysée.

Ce sont des programmes établis depuis longtemps, moins dans les paroles que dans les faits. Que l'on se souvienne de la campagne sécuritaire de Jospin-Chirac en 2002, du “ programme commun ” PS-UMP arrêté au Conseil européen de Barcelone en mars 2002 pour la casse des retraites, puis en faveur de l'ultralibéral Traité constitutionnel européen en 2005. Que l'on se souvienne de ces programmes “en actes ” qui ont montré tant de similitudes sur des sujets brûlants pour les travailleuses et les travailleurs.

C'est à l'aune de ce programme réel, et non à celui des effets d'annonce accumulés en quelques semaines de battage électoral, qu'on peut fonder des pronostics sur le comportement du futur gouvernement, et sur la stratégie à lui opposer.

L'hypothèse Sarkozy, ou le berlusconisme à la française

Si Sarkozy l'emporte, ce sera un véritable défi pour les travailleurs et les travailleuses, les classes populaires, les mouvements sociaux et syndicaux. Sa politique reposera sur deux chantiers, déjà lancés mais qui connaîtront là un second souffle :

– d'une part la poursuite de la démolition sociale: dépassement de la notion de CDI/CDD pour établir un “contrat unique” inspiré du Contrat nouvelles embauches/CNE, poursuite du démantèlement des retraites et de l'assurance-maladie, droitisation de la loi Aubry sur l'ARTT (Aménagement et réduction du temps de travail);

– d'autre part le renforcement autoritaire de la république (durcissement sécuritaire, présidentialisation accrue du régime) et le contrôle renforcé des pôles de contestation potentiels (restrictions du droit de grève et la domestication des syndicats).

Fait non négligeable, cette politique sera menée avec l'appui d'une véritable machine de guerre médiatique. Certes, les grands médias ont toujours encouragé les contre-réformes libérales. Mais le degré atteint par Nicolas Sarkozy dans la domestication de la presse, faite d'intelligence avec ses dirigeants et d'intimidation envers les journalistes, lui confèrera une force de frappe idéologique digne d'un Berlusconi.

Sarkozy, ce sera aussi l'ambition thatchérienne de briser les reins du syndicalisme contestataire qui, seul, est en mesure de s'opposer à lui. Le PS, quand il ne partage pas les projets de l'UMP, étant cantonné à une inoffensive opposition parlementaire.

Ces deux chantiers – démolition sociale et domestication du mouvement

syndical – pourront être menés alternativement ou de front, l'un nourrissant l'autre.

Sur le chantier de la domestication des syndicats, et notamment la limitation du droit de grève, il sera ardu de s'affronter au gouvernement. La majorité du salariat risque de se sentir étrangère à ce combat. Pour réussir, Sarkozy pourrait s'inspirer du modèle italien et concéder certains avantages matériels aux bureaucraties syndicales pour obtenir leur assentiment. Un tel scénario pourrait recueillir, comme en Italie ou en Grande-Bretagne, l'approbation du PS bien sûr, mais aussi et surtout des directions CFDT, CFTC, Unsa et CGC. Reste à savoir quelle serait l'attitude des directions FO et CGT, généralement attentistes, et la marge de manœuvre de Solidaires dans ce contexte.

Les directions CGT et FO peuvent résister à la tentation de "trouver un compromis" sur le droit de grève, si une montée de la conflictualité sociale le leur interdit, et que la perspective d'une réduction du "droit de contester" apparaît inadmissible aux syndiqué-e-s et aux salarié-e-s conscientisé-e-s.

Reste à trouver le terrain social sur lequel affronter le gouvernement. Il est possible que le centre de gravité des conflits sociaux se déplace quelque peu. Dans la mesure où il ne reste plus grand-chose à privatiser, et où la casse de la Sécurité sociale a été bien avancée sous Raffarin, ce n'est peut-être pas sur ce terrain que se joueront les grandes déflagrations sociales de demain.

Le "contrat unique" sera sans doute LA grande bataille du quinquennat, dans la continuité du CPE. Sarkozy sait qu'il doit éviter à tout prix un tel scénario. Il faut voir comment.

Des conflits peuvent également éclater de façon éparse, dans les entreprises, sur des problématiques plus traditionnelles (salaires, précarité). La question du pouvoir d'achat est en train de revenir avec force sur le devant de la scène, tant la paupérisation relative des classes salariées devient sensible.

À tout cela il faut ajouter la montée d'un climat de "haine de l'autorité et de la police", avec des affrontements sporadiques, dont on a pu voir les prémices durant la campagne électorale, à la gare du Nord à Paris, par exemple.

Les motifs d'explosion ne manqueront donc pas. Restera à faire le lien entre les mécontentements. Notre atout principal sera la haine anti-Sarkozy qui est en passe de supplanter, dans une partie de la population, la haine anti-Le Pen qui était un classique depuis 1995.

Sans qualifier l'État à venir de "fasciste", le quinquennat de Sarkozy sera

probablement difficile pour les militant-e-s. Il sera nécessaire de se serrer les coudes pour maintenir de simples réflexes de luttes collectives, en arrachant des victoires sur des petites luttes, qui redonnent espoir. Mais de telles petites victoires ne pèseront pas grand chose si elles sont noyées dans une défaite sur une bataille plus importante, comme le droit de grève ou le contrat unique.

L'hypothèse Royal, ou la glaciation sociale-libérale

Si le PS l'emporte, le gouvernement poursuivra, pour l'essentiel, la politique menée par Raffarin et Villepin. Sur l'essentiel des sujets, ils sont en accord, depuis les privatisations et la casse des retraites jusqu'à la politique sécuritaire et de fermeture des frontières. Il va de soi que jamais le PS ne reviendra sur la réforme Fillon des retraites, ni sur la casse de l'assurance-maladie. Durant la campagne, il n'a d'ailleurs pas vraiment tenté de mentir à ce sujet.

Seules avancées éventuelles: une loi-cadre contre les violences faites aux femmes (mais sans doute débarrassé du volet "service public" et réduit à un binôme éducation/répression) et la suppression du CNE, rendue obligée par le mouvement anti-CPE du printemps 2006. Plus plausible, pour ne pas entrer en conflit avec le patronat, ce serait plutôt la transformation du CNE en un nouveau contrat précaire que le PS inventerait pour l'occasion.

Avec Royal au pouvoir, le danger ne serait pas, comme avec Sarkozy, celui d'une épreuve de force dont on pourrait sortir vaincu-e-s. Ce serait l'absence d'une épreuve de force, par démobilisation des mouvements sociaux, du fait que "la gauche est au pouvoir". Un phénomène classique s'il en est. Cette fois le chantage pourrait être d'autant plus fort que Sarkozy serait en embuscade dans l'opposition, et que la crainte existerait dans les mouvements sociaux de fragiliser le gouvernement en allant à l'offensive. À titre d'exemple, on pourrait craindre la démobilisation d'une partie des soutiens au mouvement des sans-papiers, endormie par une loi de régularisation partielle – tandis que le PS assumerait totalement le Ceseda version Sarkozy. Le maintien de la fermeture des frontières continuerait de jeter des dizaines de milliers de travailleuses et de travailleurs immigré-e-s dans la clandestinité. Et, tels les Danaïdes, les socialistes continueront à remplir les charniers à coup de matraques.

Si l'anesthésie du mouvement social est un risque, on peut aussi envisager, comme le précédent gouvernement de gauche plurielle l'a montré, qu'il y ait malgré tout du répondant et des luttes. C'est encore plus probable si Ségolène

Royal tente de faire passer des projets tels que le "contrat première chance", parodie de CPE version PS.

Que penser de la forte participation au scrutin ?

Le taux d'abstention au premier tour a été un des plus bas qu'a connu la Ve République : 16,23 % contre 28,4 % en 2002. Dans certains quartiers populaires, la mobilisation a été forte. Dans certains endroits, on a vu des groupes de gens aller voter en groupe, drapeaux tricolores au vent, manifestation contre Nicolas Sarkozy. Évidemment, même si ce n'est pas la révolution, cela dénote un phénomène de politisation intéressante.

Cela signifie-t-il que l'État républicain a résolu la crise de légitimité et de représentation qui le mine depuis longtemps ? Nullement. Au contraire, il y a de fortes chances qu'après cet épisode, la désillusion sur l'utilité du vote soit à la mesure des espoirs un peu naïfs suscités, et que l'abstention atteigne de nouveau des sommets, en tout cas dans les classes populaires. La société continue d'être régie par le marché, pas par les élections, et là réside le nœud du discrédit des institutions républicaines.



L'extrême droite est-elle en recul ?

Avec 10,51 % des voix, Jean-Marie Le Pen rate sa sortie ! C'est le plus mauvais score du leader frontiste depuis sa percée en 1988 à 14,38 % – notons d'ailleurs que, pour la première fois, les sondages avaient surévalué son score. La stratégie "moderniste" de Marine Le Pen, qui avait beaucoup contribué à retravailler l'image de son père, a visiblement dérouté l'électorat d'extrême droite. Pour le FN, il est encore un peu tôt pour tendre la main aux gens issus de l'immigration arabe. Il faut

donc s'attendre à un retour aux fondamentaux du racisme petit-blanc sur fond de guerre de succession entre Marine Le Pen et Bruno Gollnisch.

Cependant, même si le FN a perdu un million de voix entre 2002 et

2007, il va de soi que l'extrême droite, en elle-même, n'est pas en recul. Elle a simplement été pour partie captée par Nicolas Sarkozy qui a su montrer ce que "décomplexée" signifiait pour la droite.

Cette configuration nouvelle, si elle se confirme à l'avenir, va en tout cas poser des questions de refondation stratégique aux antifascistes, le rejet du Front national ayant structuré, depuis 15 ans, l'essentiel des mobilisations antifascistes, notamment dans la jeunesse.

Que sortira-t-il du tassement de la gauche de la gauche ?

La "gauche de la gauche" – si l'on y inclut le PCF, la LCR, LO, Schivardi et Bové – totalise 9 % des voix, ce qui représente un fort tassement par rapport aux précédents scrutins (13,81 % en 2002, 13,94 % en 1995). Sur cet espace réduit, Olivier Besancenot se taille la part du lion.

Avec 1,94 % des voix, le PCF fait le plus mauvais score depuis sa fondation en 1920. Cela peut permettre à Robert Hue (3,37 % en 2002) d'opérer un retour et de se faire le promoteur d'une accélération de la social-démocratisation du PCF. La direction Buffet, qui a joué alternativement, et parfois en même temps, sur les orthodoxes et les refondateurs, est indéniablement affaiblie. Elle pourra toutefois pointer l'échec du courant refondateur qui, pour la première fois dans l'histoire du PCF, a été jusqu'à soutenir un candidat concurrent.

À moins d'un miracle, les législatives devraient à présent amener la disparition du groupe parlementaire du PCF (s'il passe en dessous de 20 députés). Tant que le PCF conservait un groupe parlementaire, il pouvait gérer sa crise en s'alliant avec le PS. Sans groupe parlementaire, le PCF perd son dernier motif d'unité, et les risques de scission voire d'explosion deviennent très sérieux. D'ores et déjà certains refondateurs y songent sérieusement. La mise en vente du siège du parti, place du Colonel-Fabien à Paris, et la liquidation

TRAVAIL FAMILLE PATRIE... de L'Humanité, sont les deux autres cataclysmes symboliques qui lui pendent au nez.



Cependant, si scission il doit y avoir, vers quoi pourra-t-elle mener ? À la fondation d'un nouveau petit parti à la gauche de la gauche, attrape-tout, sans stratégie claire (donc, par défaut, électoraliste), du genre de ce qu'avait pu être l'éphémère expérience de la Convention pour une alternative progressiste (CAP) entre 1994 et 1998.

L' "insurrection électorale" fait pschiiiiit

Las, la désastreuse expérience de la campagne de José Bové condamne, d'emblée, cette option. L'aventure Bové a démontré, du début à la fin, comment il ne fallait pas mener campagne. Avec un état-major mexicain composé de transfuges des différents partis, se tirant dans les pattes les uns des autres, parfois se détestant cordialement. Un agglomérat de morceaux d'appareils (LCR, PCF, Alternatifs) et d'"électrons libres" calamiteux (se disant "libertaires" pour certains). Ce staff, qui n'avait d'autre cohésion que la personnalité de José Bové – argument majeur de la campagne, d'où cette inquiétante tendance à la personnalisation – a continuellement révisé ses objectifs à mesure que la campagne piétinait. Alors qu'au début on comparait Bové au président bolivien Evo Morales, et qu'on espérait faire un score à deux chiffres, les ambitions se sont rétrécies à vitesse grand V. Dernièrement, dans les coulisses, les distingués stratèges n'espéraient plus que de petites choses vraiment infrapolitiques: "détruire le PCF" (pour les ex-liguards) ou "faire chier la Ligue" (pour les autres).

À présent que le naufrage est consommé, on peut être sûr qu'il n'y aura aucun bilan critique de la part de nos grands stratèges. Chacun va repartir vivre d'autres aventures : Patrick Braouezec sauver sa circonscription ; Christophe Aguiton échafauder de nouveaux châteaux en Espagne ; Michel Onfray s'enivrer de sa propre logorrhée de girouette parlante, etc.

Pour les nombreuses et nombreux militants qui ont fait la campagne à la base, avec sincérité, la déconvenue est sévère. Le manque de critique des institutions et l'erreur consistant à croire au "débouché politique" des luttes dans les élections se paie au prix fort. C'est, d'une certaine façon, rassurant. Un certain nombre de personnes ayant participé à la campagne Bové sont des militantes et des militants des mouvements sociaux, faisant preuve d'un certain savoir-faire pour organiser des mobilisations, des grèves, des manifestations. Sur un terrain institutionnel, ils et elles

AL et le 2e tour

Comme nous l'avions annoncé dès janvier, AL n'a donné aucune consigne de vote pour le 1er tour, pas davantage pour le second, ni pour les législatives. Nous avons sans détour dit la vérité sur le programme des uns et des autres, et réaffirmé que la meilleure voie de défense des intérêts des classes populaires, c'était l'action directe, les luttes collectives, les mouvements sociaux. Notons qu'une position minoritaire a été exprimée dans l'organisation par le collectif de Seine-Saint-Denis : "L'UMP n'est pas le Front national. Sarkozy n'est pas Le Pen. Mais les rapprochements sont suffisamment flagrants et inquiétants pour que le barrage à Nicolas Sarkozy devienne indispensable", ont estimé nos camarades. Alternative libertaire doit débattre du contexte nouveau et de la stratégie à mettre en œuvre lors de sa coordination fédérale du 12 mai.

Alternative Libertaire

se sont fait laminer. José Bové lui-même incarne cet échec: de tribun syndicaliste il est devenu un politicien nain.

Cela ne veut pas dire qu'il faille renoncer à faire de la politique. Cela veut simplement dire qu'on ne peut pas faire de politique sans une analyse claire du capitalisme, de ses institutions, du rôle de la social-démocratie. La vacuité du slogan emblématique de la campagne Bové, "l'insurrection électorale" contre le libéralisme démontrait assez largement la confusion dans les esprits sur la portée possible d'une campagne électorale.

Le rôle des anticapitalistes

De ce point de vue, la grande perdante de ce scrutin est Lutte ouvrière. Sa candidate, qui avait été jusqu'à flirter avec les 10% dans les sondages en 2002, avait finalement fait 5,72%. Cette fois, elle fait 1,33%, le plus mauvais score de sa carrière, et la LCR ramasse la mise. Dans la tête des dirigeants de cette dernière, c'est la fin (provisoire) d'un "accident de l'histoire" qui depuis plus de trente ans les reléguait derrière LO. Cette infidélité de l'électorat d'extrême gauche, qui ne concerne pas qu'Arlette Laguiller, est une donnée à prendre en compte. On avait déjà pu le constater avec les échecs électoraux de l'extrême gauche en 2004, quelques mois après les grèves de mai-juin 2003: les luttes sociales ne se laissent pas forcément enfermer dans des urnes. Les électeurs et les électrices sensibles au discours de l'extrême gauche semblent être justement ceux qui se font le

Résistances

moins d'illusions sur la portée du vote d'extrême gauche, et peuvent s'abstenir ou porter leurs votes ailleurs sans état d'âme, de façon parfaitement utilitariste, en fonction des circonstances. De ce point de vue, on ne peut qu'être sceptique sur le projet parfois agité par la LCR de constituer un "parti des luttes" ou un "parti des grèves" pour transformer la réalité vivante de la lutte des classes en pourcentages électoraux...

Encore une fois, cela ne signifie pas qu'il ne faille pas articuler les luttes à un projet politique, anticapitaliste. Au contraire, il le faut, pour leur donner un sens offensif. Mais ce projet politique n'existe pas dans le cadre des institutions républicaines.

Comme nous le disions plus haut, avec Royal ou Sarkozy au pouvoir, bien que dans des contextes différents, il faudra se battre. Impulser des luttes mais refuser les batailles sans stratégie et autres "journées d'action" morcelées, refuser toute complaisance à l'égard du Parti socialiste et de ses satellites, défendre une stratégie autonome du mouvement social, déconnectée des calendriers politiques... Les anticapitalistes auront un rôle à jouer, toutes tendances confondues (communistes libertaires, trotskistes, anarchistes, communistes déstalinisés, "bovétistes" désillusionnés ou non...), pour proposer cette orientation offensive au sein des mouvements sociaux. À ce stade, et avant la coordination fédérale d'AL le 12 mai, il n'est pas possible de s'avancer davantage en matière de stratégie politique. Constatons simplement que, comme à l'accoutumée, la révolution dans les urnes n'a pas eu lieu. La révolution dans les luttes est déjà plus plausible !

Guillaume Davranche,
avec Édith Soboul
(secrétariat fédéral d'AL),
le 24-04-2007

Ce que beaucoup appréhendaient vient de se produire; Nicolas Sarkozy l'a donc emporté au second tour des élections présidentielles. Pour la troisième fois consécutive en l'espace de douze ans, un candidat de la droite, aux discours et au programme radicalisés comme jamais sur l'ensemble des questions économiques, sociales et politiques, s'impose au terme d'une campagne où les électeurs du Front National ont « été cherchés un par un », selon la délicate formule de celui qui est désormais chef de l'Etat. On connaît les conséquences de cette main constamment tendue : la banalisation sans précédent de certains thèmes chers à Jean-Marie Le Pen. Mais le candidat de l'U. M. P a aussi été fort des faiblesses de la gauche, de toute la gauche qui, du Parti socialiste à la Ligue communiste révolutionnaire, n'a pas su s'opposer efficacement à son projet et à ses ambitions. De même, et ceci est en partie lié à cela, ces organisations ont été incapables d'offrir des perspectives politiques claires et unitaires au lendemain des mobilisations pourtant exceptionnelles contre le CPE suivies d'une victoire retentissante imposée par la rue au terme de manifestations comme il y en eut rarement. Souvenez-vous, c'était il y a un an à peine, on croirait pourtant que des années se sont déjà écoulées ! Souvenez-vous des espoirs immenses alors suscités ! Souvenez des attentes joyeuses qui sont nées de cette force enfin retrouvée après plusieurs défaites importantes et douloureuses subies dans les urnes et sur le terrain économique et social ! De ceux-là et de celles-ci, une fois encore, les gauches parlementaires et radicales n'ont rien su faire, par sectarisme, pour défendre leurs intérêts d'appareil et cultiver solitairement leur petit jardin électoral avec le succès que l'on sait puisque le total des voix ainsi rassemblé est l'un des plus bas de toute l'histoire de la Cinquième République. Grandiose bilan et champ de ruines. De même pour les syndicats qui, à la veille d'un second tour pourtant décisif, ont préféré étaler de nouveau leurs divisions le jour même où Nicolas Sarkozy réitérait ses attaques contre le monde du travail, comme on dit.



Les dirigeants de ces différents partis et organisations affirment être au service des jeunes, des salariés, des retraités, ils prétendent vouloir défendre le service public, le pouvoir d'achat, combattre les inégalités et les discriminations sexuelles, raciales et religieuses. Qu'ils le prouvent en organisant, ici et maintenant, sans attendre les élections législatives, moins encore les prochaines présidentielles, la résistance contre la politique réactionnaire et revancharde de cette majorité. Qu'ils le prouvent en mettant leurs militants et leur expérience au service de cette indispensable résistance. Pour défendre ceux qui sont stigmatisés parce qu'ils sont réputés « ne pas se lever tôt » car nul employeur ne les attend depuis des semaines, des mois, des années, résistance ! Pour défendre ceux qui, méprisés, humiliés, discriminés et relégués dans des banlieues laissées en déshérence, sont voués au Kärcher élyséen et livrés en pâture à une fraction de l'opinion publique raciste et xénophobe, résistance ! Pour défendre ceux dont les salaires sont indignes et à qui la seule perspective désormais offerte est « de travailler plus pour gagner plus », c'est-à-dire perdre davantage leur vie à tenter de la gagner en vain, résistance ! Pour tous les travailleurs précaires qui n'ont d'autre avenir que de le demeurer et de s'inquiéter constamment de lendemains qui depuis longtemps ne chantent plus, résistance ! Pour tous ceux qui sont victimes d'une insécurité professionnelle et financière croissante qui les laisse sans perspective, sans autre perspective du moins qu'une crainte sans fin, résistance ! Pour tous ceux qui considèrent que les avancées sociales ne sont pas des privilèges mais des acquis précieux péniblement conquis par des femmes et des hommes qui se sont battus avec obstination et courage pour améliorer leur condition de travail et de vie, résistance ! Pour tous ceux qui jugent, contrairement aux mensongères déclarations du candidat aujourd'hui président, que la colonisation n'a pas été synonyme de civilisation comme il l'a déclaré à l'occasion d'un meeting tenu à Toulon au mois de février, résistance ! Pour tous ceux qui ne veulent pas de médias et d'une justice mis au pas, résistance ! Pour tous ceux qui n'aiment pas cette France désormais sarkozienne et qui ne veulent ni ne peuvent la quitter, résistance ! Pour tous les Musulmans qui « égorgent », selon la rhétorique indigne et islamophobe de l'actuel président, « des moutons dans leur baignoire », résistance ! Pour les étrangers en situation irrégulière et leurs enfants scolarisés, pourchassés, raflés parfois, tous menacés d'expulsion en violation d'une Convention internationale – celle sur les droits de l'enfant – pourtant ratifiée par la France et de dispositions nationales sanctionnées par le Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, résistance ! Résistance et désobéissance civile car les diverses mesures prises à leur encontre sont aussi légales qu'elles sont illégitimes.

Le 7-5-07 Olivier Le Cour Grandmaison,
Enseignant à l'Université d'Evry-Val-d'Essonne. Auteur de « Coloniser. Exterminer.
Sur la guerre et l'Etat colonial », Fayard, 2005.

Rétrospective sur les reconversions aux Emaux de Longwy

L'auto-organisation en expérimentation

Une société en responsabilité suppose la voie de l'auto-activité, de l'auto-organisation des individus qui la constituent. Dans le domaine de la production, indépendamment de la question de l'appropriation de ses moyens, cette voie passe par la prise en mains par les travailleurs des conditions mêmes de cette production: création, gestion, fabrication, recherche de débouchés, vente... Et surtout, une des conditions essentielles d'une possibilité de réussite implique de ne pas rester replié sur sa sphère de production et donc d'élargir l'unité autogérée à d'autres unités dans la même situation d'auto-organisation, pour s'engager dans un processus fédératif où la hiérarchie est réduite au maximum et les pouvoirs susceptibles de remise en question: mandats impératifs, rotation...

Certes, prendre ses affaires en mains n'entre pas, encore, dans la culture ouvrière ni citoyenne. Les expériences d'auto-organisation, d'autogestion n'ont pas manqué dans l'histoire contemporaine. Avec peu de succès, du fait surtout de leur isolement: le capitalisme en a à peine frémi. De fait elles sont apparues sous l'effet de la contrainte: fermetures d'usines, ventes, restructurations, et aujourd'hui délocalisations. La forme prise par les nouvelles unités productives lancées par les salariés menacés s'est trouvé être la plupart du temps celle de société coopérative ouvrière de production (SCOP). La plus emblématique, la plus connue avec ses répercussions en Europe fut incontestablement celle des "Lip" à Besançon, dont le cinéaste Christian Rouaud vient de rééditer l'aventure exemplaire dans le film *"Les LIP, l'imagination au pouvoir"*, avec leur inoubliable slogan: *"On fabrique, on vend, on se paie"*. Et pourtant, malgré des mois de lutte contre la maréchaussée, contre l'Etat, contre les banques, symboles au service de la puissance patronale, bref contre l'ordre établi, et malgré les immenses soutiens extérieurs constants, les "LIP" ont dû jeter l'éponge. Un autre slogan courait à l'époque en 73-74: *"il ne peut y avoir d'ilot autogestionnaire dans l'océan capitaliste"* Et voilà bien la leçon de toutes ces tentatives d'en sortir par soi-même. Le capital et ses valets: grands patrons, banques, Etat... ne tiennent pas à ce que les dominés, les exploités redressent la tête pour les subvertir. Ils y mettent quelques formes, mais ils brisent ces expériences. Et les choses reprennent leur cours... capitaliste.

Est-ce à dire, pour autant, que toute tentative de transformation sociale est vouée à l'échec? Certainement non. Les nombreuses prises en mains de leurs intérêts par les travailleurs des pays d'Amérique latine ces derniers temps, le montrent aisément. Pour le journaliste et écrivain uruguayen Raul Zibechi, auteur d' *"Argentine, généalogie de la révolte"* et de *"Disperser le pouvoir. Les mouvements comme pouvoirs anti-étatiques"* (sur la Bolivie), *"le problème du pouvoir se résout par la création de nouvelles relations sociales"* et *"pour que se passent de grandes choses, il faut d'abord que se passent des milliers de petites choses et beaucoup d'échecs"*. En France, en Europe, comme ailleurs le possible est donc réel.

Le témoignage qui suit – envoyé par un de nos lecteurs – s'intègre d'une certaine manière dans le schéma général, sachant que toute expérience d'auto-défense, d'auto-production et d'autogestion a ses propres caractéristiques. Il n'empêche que ces unités autogérées sont à même de révéler les compétences, les capacités d'adaptation et d'innovation de travailleurs qui ne s'en savaient même pas porteurs, infantilisés et soumis aux hiérarchies qu'ils sont.

Au siècle de l'industrialisation en pleine activité dans toute la Lorraine, un baron voyage en Orient et rapporte de là-bas la technique des émaux bleus et cloisonnés qui a fait la création, l'essor et la réputation des émaux de Longwy.

Après avoir développé un potentiel de création artistique, l'entreprise d'origine privilégie la fabrication de grandes pièces de prestige, chères et peu vendues, et néglige la production des petits cadeaux familiaux et souvenirs commémoratifs plus populaires. Les bâtiments devenus vétustes sont abandonnés ensuite pour une installation moderne.

Avec la conjonction de deux paramètres: baisse du volume des ventes et augmentation du coût des bâtiments, il s'en suit une première faillite, suivie d'une courte reprise précédant une seconde faillite tout aussi déficitaire. La solution choisie par le dirigeant de Paris est un licenciement massif des ouvrières anciennes et qualifiées qui ont le savoir-faire dans la confection des formes et la réalisation des décors.

Pour des raisons financières et commerciales, le repreneur garde la marque reconnue commercialement, et embauche des jeunes non qualifiées et donc moins payées pour relancer la production. Et c'est donc en écrasant le coût de la main d'oeuvre que l'activité reprend.

Des intempéries détruisent une partie de la toiture, et c'est par le rendement à la tâche que les difficultés sont compensées. Les ouvrières surveillées peuvent à peine lever la tête de leur ouvrage pourtant vendu fort cher, du fait de la réputation qu'en ont fait les collectionneurs, les expositions et le musée.

D'autres créateurs se lancent alors 4 ans la fabrication d'émaux sur Longwy, de façon indépendante en recrutant très peu de main d'oeuvre. Les ouvrières ayant perdu leur emploi suite à la faillite de l'atelier d'origine et ne voulant pas se séparer ni se laisser déposséder de leur pratique, rejoignent la CFDT pour relancer une forme de production et de vente sans patron, n'ayant plus confiance qu'en elles-mêmes. Le syndicat leur prête une partie de ses locaux où elles installent un four et décident de se constituer en Société Coopérative Ouvrière de Production. Des militants les aident à monter des dossiers de formation leur permettant d'obtenir des aides et une reconnaissance indiscutable sur le plan technique. Ensuite leur nouvelle entreprise fonctionne dans de nouveaux locaux, sur un mode égalitaire et convivial, et fait la preuve de sa stabilité en restant autonome plus de dix ans.

C'est alors que d'anciennes ouvrières arrivent à l'âge de la retraite et que le reste de l'équipe, malgré un bon fonctionnement de l'entreprise, hésite à continuer dans cette voie et finit par recruter un directeur qui leur fait retrouver un statut de simples salariées, alors qu'elles avaient part aux décisions jusque-là... L'entreprise continue de fonctionner sur le mode de la rentabilité et la parenthèse du contrôle ouvrier est refermée.

On peut en conclure que c'est en cas de menace grave que la cohésion, la combativité et l'imagination reprennent le dessus vis à vis de la dépendance faussement sécurisante et de la mise en doute des capacités de chacun.

Cet exemple d'une tentative d'expérience locale d'indépendance économique de la base, même à petite échelle, montre qu'il est toujours possible de se passer des patrons dont les objectifs et mêmes les connaissances ne sont pas forcément compatibles avec une production de qualité et l'égalité sociale.

J.M.Minys

Rencontres et lectures à contre courant

Mes trente Batailleuses

Dans le n° 180 nous avons signalé l'existence d'un court texte intitulé "Notre avenir de Justice et de Paix: la Palestine", dont nous avons publié un extrait. Ce texte est quasiment épuisé. Par contre l'auteur l'a intégré dans un autre petit ouvrage avec un autre écrit: "1945-1975: mes trente Batailleuses", en annexe d'un essai plus important "Du mouvement et de l'immobilité. Et de l'Eau et de l'Homme." La mini-publication, une soixantaine de pages, est disponible chez l'auteur: Rémi BEGOUEN, 35 rue Jaurès 44600 ST NAZAIRE, contre 6 euros (timbres ou chèque), franco de port.

Les bagnes d'enfants et autres lieux d'enfermement.

Ce livre relate, au travers de sources sérieusement documentées, l'histoire, du 18ème au 20ème siècle, d'une stratégie de la répression et de l'enfermement de l'enfance délinquante : bagne colonies pénitentiaires, maisons de correction... Une stratégie répressive qui s'est révélée tellement peu efficace qu'est revenue l'évidence de la prévention et de l'éducatif. Même si, en ce début du 21ème siècle, à l'heure du délire sécuritaire on revient en arrière en prônant le "kärcher" contre la "racaille" et le retour à la répression et à l'enfermement, en faisant semblant d'oublier que, conséquence de la misère sociale qui la sous-tend, la délinquance juvénile a pratiquement toujours existé.

Disponible aux "Editions Libertaires" 35 allée de l'Angle, CHAUCRE 17190 ST- GEORGES D'OLERON. Tél 05.46.76.73.10 Courriel : editionslibertaires@wanadoo.fr Prix: 15 euros (+ 10% de port.)

Aux mêmes Editions, deux autres livres :

1) **On les aura**, ou la révolte armée dans une maison de retraite. Récit saignant qui vaut par le fantastique et l'humour (10 euros);

2) **La peste monothéiste**, dont une première version a été écrite il y a huit ans. Celle-ci prend en compte l'apparition des intégrismes de toutes obédiences auxquels il est urgent de faire face, et que savent bien instrumentaliser les pouvoirs en place pour renforcer les peurs et manipuler les peuples (12 euros).

Mort à la démocratie

L'auteur, Léon de Mattis, autrefois candidat d'un grand parti à une élection, aura tiré de cette expérience les leçons qui s'imposent : il ne prendra plus jamais part à aucun scrutin, de quelque nature que ce soit. Dans ce bref essai, il nous explique pourquoi. "**Mort à la démocratie**" : ce slogan, tagué sur les murs de l'Ecole des hautes études en sciences sociales de Paris (EHESS) durant le mouvement contre le CPE, a été pris par la majorité des médias comme la preuve de la folie irresponsable de ceux qui occupaient les lieux. C'était toucher là à un tabou. La démocratie, comme le capitalisme d'ailleurs, est devenue l'horizon indépassable de notre époque...

La critique serrée et argumentée des différents modes de scrutin, des campagnes en faveur de l'inscription sur les listes électorales ou des fondements théoriques mêmes de la démocratie – comme la fiction du « contrat social » – apparaîtra aux yeux des défenseurs de l'ordre et de la loi comme un véritable scandale : mais c'est la vérité qui est toujours scandaleuse. "**Mort à la démocratie**" est un livre comme il ne s'en écrit plus dans une époque craintive. Il ne s'agit pas de n'être que polémique. Cet ouvrage entend montrer que la soumission à l'État et la passivité entretenues par les dispositifs démocratiques ne sont pas une fatalité, et qu'une dénonciation anti-hiérarchie et anti-autoritaire de la démocratie est devenue une nécessité.

"**Mort à la démocratie**" Léon de Mattis 2007 L'Altiplano

123 pages 7,00 €. (L'Altiplano est une nouvelle maison d'édition; site : www.laltiplano.fr)

Presse communiste,

Presse radicale (1919-2000)

Passé/présent/avenir ? Du XIXe siècle à nos jours, une presse écrite a scandé, à travers toutes les nuances de la gauche radicale, l'actualité et le combat politiques, s'érigeant en porte-parole, en agitatrice, en organisatrice et parfois même en raison d'être de multiples groupes ou organisations. Ces journaux ont construit les cultures spécifiques des mondes communiste, anarchiste, trotskiste, anarcho-syndicaliste et autres. Ils ont contribué à façonner les militants, les ont mobilisés, éduqués, ont quelquefois agité l'opinion, mais sont souvent demeurés à tout jamais confidentiels et sans continuité...

"**Presse communiste, presse radicale (1919 –2000)**" José Gotovitch, Anne Morelli Aden 2007 353 pages 20,00€.

Pesticides : Révélation sur un scandale français

Les pesticides sont partout, et leurs molécules s'attaquent directement à la vie des humains et de tous les êtres vivants. Savez-vous qu'il y a des pesticides dans la rosée du matin sur les fleurs ? Savez-vous qu'il y en a dans l'eau de pluie, à Paris, Rennes, Marseille, Lyon, Bordeaux ? Savez-vous qu'il y en a dans les sources, dans les nappes les plus profondes, dans les sols, dans les pommes, dans le pain ? Savez-vous qu'il y en a dans le sang des nouveau-nés, dans le lait des mères, dans la graisse de nos corps ? Savez-vous qu'il y en a dans l'air intérieur des maisons ?

Les auteurs de "**Révélation sur un scandale français**" révèlent, dans le sens le plus fort de ce mot, un système. Un système né après 1945, grâce auquel l'industrie des pesticides a pris le pouvoir, tous les pouvoirs.

Ce livre donne des noms, tous les noms. Il explore une à une les méthodes du lobby, dénonce les congrès 'scientifiques' truqués. Il raconte au passage le sort fait aux Antilles, dont certaines zones sont polluées pour des centaines d'années et révèle les dessous du terrible dossier du Gauchon.

"**Révélation sur un scandale français**" de Fabrice Nicolino et François Veillerette. Editions Fayard. Mars 2007. Vous pourrez retrouver les auteurs sur le net à l'adresse : www.pesticides-lelivre.com

Evasion fiscale et pauvreté

Estimées à quelque 255 milliards de dollars, les pertes annuelles dues à l'évasion fiscale à l'échelle mondiale poursuivent leur progression contre toute logique éthique et sociale. Les paradis fiscaux, la sophistication des stratégies des grosses fortunes et des grandes entreprises pour échapper à l'impôt ont donné naissance à une véritable industrie de la fraude fiscale.

En dépit des immenses besoins sociaux, de l'accroissement des inégalités et de la pauvreté, les États, du Sud en particulier, ont intégré l'existence des centres offshore, ces "bas-fonds de la finance internationale". La concurrence fiscale que ces pays se livrent pour "attirer les investissements" est devenue le principal accélérateur de la mondialisation de l'économie néolibérale et est à l'origine de la crise majeure du financement public. Les alternatives sont à élaborer au niveau mondial.

"**Evasion fiscale et pauvreté**" 200 pages / ISBN : 9782849501306 / 18 euros

"Nous commençons avec enthousiasme l'écriture de la nouvelle page qui s'ouvre"

Laurence Parisot, après l'élection de Sarko

Article 13 : Exploisons sans entraves !



**Cha-
pitre
VII**



Article 14 : Bernons sans scrupules !



COMITE DE REALISATION

A. BIHR / L. DALSTEIN / G. DENEUX / J. FORTCHANTRE / O. MANGEOT
M. MANSOUR / B. MARION / B. SCHAEFFER / A. ET D. WALTER

BULLETIN D'ABONNEMENT

* * *

Abonnement 10 numéros (1 an)

- SIMPLE 10 Euros
- de SOUTIEN Euros
- Faibles ressources (selon possibilités) . . .

(Chèque à l'ordre de: "A Contre Courant")

NOM _____

Prénom _____

Adresse _____

CPPAP
n° 0208 G 87630

Dispensé de timbrage

Mulhouse-CTC

A CONTRE COURANT
(service abonnements)
BP 2123
68060 MULHOUSE cedex



PRESSE
DISTRIBUÉE PAR
LA POSTE

Déposé le 23/05/2007

Sommaire

- Page 1 Edito
- Page 2 et 3 ... La novlangue du néolibéralisme(10) : Etat
- Page 4 à 8 L'année du "degré zéro de la politique"
pourrait-elle être l'an un d'une reconstruction ?
- Page 9 et 10 Quelques voies pour la reconstruction
politique
- Page 10 à 13 Election présidentielle - Les batailles
de demain
- Page 13 Résistances
- Page 14 Rétrospective sur les reconversions au
Emaux de Longwy
- Page 15 Rencontres et Lectures
- Page 16 Dédé illustre le code Parisot du travail

ACC dispose d'un Fax au 03 89 46 29 79 (Pour le 68)
et au 03 25 05 57 57 (Pour le 52)

ACC sur internet : <http://www.acontrecourant.org>
Courriel : courrier@acontrecourant.org

Impression et Direction de publication :

JEAN FORTCHANTRE 1 rue Victor Hugo
52100 BETTANCOURT-LA-FERREE